Comment convoquer un conseil d'administration ?

- Le président convoque le conseil d'administration. Il rédige son ordre du jour avec le chef d'établissement.
- Les convocations doivent être envoyées **au moins 15 jours avant la réunion, par lettre individuelle ou par courriel**. Si des contraintes justifiées par l'ordre du jour, ne permettent pas de respecter ce délai de convocation de 15 jours, le conseil d'administration peut se tenir à la condition que ce non-respect de délai de convocation soit validé par la majorité des membres présents à ce conseil. Cette validation doit être, obligatoirement, inscrite en début de procès-verbal de CA.
- La convocation doit contenir un ordre du jour précis.
- En question diverse, il ne peut être traité que de sujets mineurs et accessoires, il peut être donné des informations sur un sujet qui fera l'objet d'une délibération lors d'un prochain CA. Il ne peut pas être pris de décision de gestion en question diverse.
- La convocation doit contenir un modèle de pouvoir. Un administrateur peut être porteur d'un seul pouvoir (cf le modèle de convocation d'un CA avec pouvoir).

Qui convoquer au conseil d'administration ?

- Tous les administrateurs élus ou cooptés ou de droit sont invités à participer au conseil d'administration de l'Ogec
- Les 3 membres de droit, représentant de la tutelle, président de l'Udogec, président de l'Apel, sont automatiquement administrateurs de droit, ils sont invités à chaque conseil d'administration (cf fiche sur les membres de droit de l'Ogec).
- Le chef d'établissement est obligatoirement invité au conseil. Dans un groupe scolaire, tous les chefs d'établissement du groupe sont obligatoirement invités à participer au CA et pas seulement le chef d'établissement coordinateur. Peuvent aussi être invités à y participer d'autres personnels, attaché de gestion, chef d'établissement adjoint, responsable des moyens généraux, si leur compétence est requise. Ils ne disposent pas de droit de vote.
- Lorsque le sujet porte sur le chef d'établissement ou un salarié invité, celui-ci ne doit pas assister aux débats.
- Dans le cadre du contrat d'association de l'établissement scolaire, **le représentant de ou des collectivités territoriales qui versent le forfait d'externat doivent être invité soit à l'AGO soit au CA qui délibère sur l'arrêté des comptes. Cela signifie que l'Ogec qui gère une école, un collège et un lycée doit inviter un représentant de la commune, du conseil départemental, du conseil régional à assister soit à l'AGO, soit au CA qui arrête les comptes, c'est-à-dire celui qui se tient en novembre**. Ces représentants politiques ne sont pas tenus de venir à assister à cette réunion, où ils ne disposent pas de droit de vote, mais l'Ogec est tenu de les inviter une fois par an, cf article L442-8 du Code de l'éducation.

- Les représentants syndicaux et représentatifs du personnel n'ont pas à être invités au conseil (cf note sur les représentants du personnel au CA et à l'AG ?)